

## L'indexation : est-ce que ça avance?

À votre question, je réponds: NON

Depuis 2004, je m'implique dans le dossier de l'indexation et je me fais régulièrement poser la question: Est-ce que ça avance? Et ma réponse est toujours la même: NON.

Même quand le gouvernement ouvre une porte, il la referme aussitôt. Je donne en exemple ce qui se passe depuis le printemps 2017. Le président du conseil du trésor, monsieur Coiteux, a invité sept associations de personnes retraitées à faire partie d'une table de discussion qu'il appelle Tribune de discussions.



L'objectif selon ses prétentions, est de discuter des problèmes vécus par les personnes âgées. Cependant, dès la première rencontre, les représentants du gouvernement ont tenu à préciser que ce n'était pas une table de consultation, mais bien de discussions. Ils ont ajouté et c'est le bout que je préfère, qu'il ne serait nullement question d'indexation. Waou!! C'est de toute beauté! Tu invites les personnes retraitées à venir «discuter» de ce qu'elles vivent et elles ne pourront pas parler de la coupure de l'indexation qui les appauvrit. Cherchez l'erreur. C'est simple, inviter les personnes retraitées à parler, ça paraît bien, surtout à la veille d'une année d'élection. Vouloir régler leurs problèmes, c'est une toute autre affaire. Ce que je souhaite fortement, c'est que les personnes qui nous représentent, ne suivent pas la règle imposée par le gouvernement et profitent justement de cette Tribune pour parler des conséquences graves de la non-indexation de nos rentes sur la vie des personnes retraitées et sur leur situation financière.

Maintenant, si vous vous demandez si ça vaut la peine de continuer, là, je réponds : OUI. Parce qu'il ne faut jamais baisser les bras, car si nous, on se tait, personne ne va la réclamer à notre place. Quand je regarde les gains que nous avons faits tout au long de notre vie active, je constate qu'ils l'ont été grâce à la persévérance de celles et ceux qui les réclamaient. « **Changeons l'impossible en possible!** »

Actuellement, la pleine indexation de nos rentes n'est surtout pas à l'ordre du jour du gouvernement actuel, car depuis son accession au pouvoir, il a plutôt fait, dans presque tous les services, des coupures qui se chiffrent en milliards. Ayant engrangé un beau bas de laine, il pourra en 2018, année électorale, faire un tas de promesses de distribution d'argent. Plusieurs économistes insistent pour dire

que la distribution sera en millions alors que les coupures ont été en milliards, ce qui fait que le contribuable en restera avec moins d'argent dans ses poches. Le gouvernement semble s'acheminer vers une promesse de baisses d'impôt. Alors, expliquons-lui que c'est plutôt une rente de retraite indexée dont nous avons besoin.

Note 1: Il y a eu, jusqu'à maintenant, deux rencontres de la Tribune de discussions. Nous aurons d'ici décembre ou janvier un résumé de ces rencontres.

Note 2: L'AREQ développera et publiera sous peu un document d'information et de sensibilisation à l'égard de la perte de pouvoir d'achat des personnes retraitées des secteurs public et parapublic, attribuée notamment à la désindexation de leur rente de retraite du RREGOP.

Thérèse Chaput  
(article publié dans La Noria, novembre 2017.